L.562/I/V.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 30 août 1949 à 17 heures, d'une demande urgente d'avis sur un projet d'arrêté du Régent portant nomination d'un Commissaire d'Etat et d'un Commissaire d'Etat adjoint à la Sécurité sociale, a donné en sa séance du 2 septembre 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 30 Augustus 1949 te 17 uur, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende benoeming van een Rijkscommissaris en een Adjunct-Rijkscommissaris voor de Maatschappelijke Zekerheid, heeft ter zitting van 2 September 1949 het volgend advies gegeven:

Depuis l'origine du Royaume, le Chef de l'Etat a fréquemment constitué des commissions d'enquête ou d'étude. Jamais son pouvoir en cette matière n'a été contesté. Le Conseil d'Etat a émis des avis sans réserve au sujet de la constitution de commissions de l'espèce. (Voir avis du 5 novembre 1948, L. 25, sur la création d'un Conseil supérieur de la propriété industrielle).

Il s'avéra, à la longue, que beaucoup de commissions ne parvenaient jamais à formuler de conclusions. C'est alors que naquit l'idée de confier à un commissaire unique la responsabilité de l'enquête et de l'étude des problèmes sur lesquels le Roi désirait être éclairé. (Annales parlementaires, Sénat, session extraordinaire, 1936, page 43). Voir, en annexe, l'énumération des arrêtés nommant des commissaires royaux.

Ces nominations n'ont pas fait l'objet de critiques d'ordre juridique.

Depuis lors, cependant, la liberté d'action de l'exécutif a été enserrée dans un réseau plus étroit. Ainsi, le statut des agents de l'Etat et le statut des agents temporaires de l'Etat ont formulé des règles précises auxquelles des arrêtés individuels ne peuvent déroger. Ces règlements généraux constituent "des règles de droit qui ne peuvent être modifiées que par voie de dispositions générales et auxquelles il ne peut être dérogé que conformément à des dispositions générales autorisant ces dérogations". (Arrêt du Conseil d'Etat du 26 août 1949, en cause François contre Ministre des Communications).

Si l'on admet avec Wigny (Droit administratif belge, page 70) que le caractère consultatif des fonctions n'est pas élisif de la notion d'agent de l'Etat, on peut soutenir que le commissaire royal nommé par le Roi, rétribué par le Trésor, participant au service public de la sécurité sociale, est un fonctionnaire temporaire. Dans ce cas, sa nomination ne serait régulière que moyennant une extension préalable

des cadres temporaires du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (Arrêté du Régent du 24 octobre 1946, article 2) et le contreseing du Ministre des Finances (Loi du 20 juillet 1921, article 6).

Si l'on admet, par contre, que le commissaire que le gouvernement se propose de nommer n'est pas un fonctionnaire, les observations formulées ci-dessus seraient sans fondement.

Appelé à donner son avis d'urgence, le Conseil d'Etat n'a pu se livrer à une étude exhaustive de ce problème de droit public.

Il est fait état, à l'alinéa premier du préambule, du développement de la législation relative à la sécurité sociale et notamment des "dispositions législatives et réglementaires concernant l'assurance contre les accidents de travail et les maladies professionnelles".

A moins d'inclure dans la sécurité sociale toute la législation sociale, ce qui n'est certainement pas la pensée du gouvernement, il faut admettre que la notion do sécurité sociale couvre exclusivement les institutions visées par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944. Si le gouvernement entend faire porter l'enquête confiée au commissaire et à son adjoint non seulement sur la sécurité sociale des travailleurs mais aussi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, il conviendrait de mettre l'article 2 en concordance avec le préambule.

Le second alinéa du préambule constate la nécessité de prendre des mesures en vue de consolider le

régime de sécurité sociale "existant". Ce dernier mot est superflu car on ne peut consolider ce qui n'existe pas.

Le troisième alinéa énonce "des réformes de structure" en vue de l'établissement d'un régime définitif de sécurité sociale. Les sociologues opposent les "réformes de structure" aux "réformes de répartition". Ces dernières ont simplement pour effet le transfert d'une partie du revenu national d'une classe sociale à une autre. La sécurité sociale est essentiellement une réforme de répartition. La réforme de structure implique la réalisation d'un principe juridique nouveau à la base de l'organisation économique et sociale.

Le gouvernement ayant proclamé "sa fierté de voir se maintenir et se développer un ensemble de lois sociales et un régime de sécurité sociale qui situent la Belgique au premier plan des pays démocratiques" (Compte rendu analytique, Chambre, session extraordinaire, 1949, page 10), il semble que l'expression "réforme de structure" soit inadéquate.

L'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget prévoit, en ses articles 13, 5° et 14, que le Comité du budget statue notamment sur les propositions relatives à l'octroi d'allocations ou d'indemnités en dehors des règles organiques, lorsque l'approbation de ces propositions entraîne une modification de budget.

Dans le cas contraire, l'autorisation du Ministre de l'Administration générale et des Pensions (actuellement le Premier Ministre) suffit, mais cette

autorisation doit être visée, avec référence à sa date (Article 17). L'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 n'a prévu aucune exception à ces règles lorsque l'octroi de l'indemnité a été délibéré en Conseil des Ministres.

Il conviendrait donc de compléter le préambule par les mentions adéquates.

L'article ler du projet porte des nominations et la section de législation du Conseil d'Etat n'a pas à en connaître. Il ne forme d'ailleurs qu'un projet de formule laissant les décisions en suspens.

Seuls les articles suivants peuvent être considérés comme ayant un caractère organique; de sorte qu'il serait de bonne technique législative de prendre des arrêtés distincts (Avis L.468 du 6 juillet 1949 sur un projet d'arrêté nommant le président et les membres du Comité consultatif institué par l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres au porteur).

L'article 2, 1) charge les commissaires de"dresser l'état actuel de régime de la sécurité sociale, tant au point de vue financier qu'au point de vue de l'organisation et du fonctionnement du régime".

Ces termes manquent de précision, l'organisation et le fonctionnement de la sécurité sociale étant régis par des lois, des arrêtés-lois et des arrêtés d'exécution. Cette matière a fait l'objet des traités de Messieurs Horion, Van Goethem, Desolre et Troclet, pour ne citer que ceux qui ont quelque valeur scientifique.

Sans doute le gouvernement n'a-t-il pas l'intention de charger les commissaires d'une étude aussi approfondie de l'ensemble du système, faute de quoi les mesures financières urgentes, dont ils ne sont chargés qu'en second lieu, ne pourraient intervenir que dans un délai éloigné.

La rédaction de l'article 2 gagnerait donc à être précisée.

L'article 2, 6) charge les commissaires "d'examiner les problèmes dont ils pourront être chargés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale dans le cadre de leur mission indiquée ci-dessus". Cet alinéa apparaît superfétatoire . Le Régent ayant déterminé le "cadre de leur mission", il est inutile de prévoir que le Ministre pourra inviter les commissaires à examiner des problèmes entrant dans ce cadre.

L'article 3 du projet appelle des remarques relatives à la dénomination donnée aux membres du Comité consultatif paritaire et à certains membres du Comité technique. Tous les membres de ce comité sont désignés, par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale : c'est donc improprement que certains d'entre eux sont appelés "représentants" des organisations les plus représentatives des travailleurs et des employeurs ainsi que des établissements publics administrant un secteur déterminé du régime de sécurité sociale. A défaut de toute

participation des ces organisations et établissements dans la désignation des membres des comités, ceux-ci ne peuvent être considérés comme ayant qualité pour les "représenter". La rédaction de cet article gagnerait à être précisée.

En vertu de l'article 4, alinéa 4 du projet, le commissaire et le commissaire adjoint "ont le droit d'assister aux réunions de tous les comités, conseils ou commissions des organismes officiels qui participent au fonctionnement des régimes de la sécurité sociale ou d'un des secteurs de ce régime, ou qui s'occupent de questions se rattachant à la sécurité sociale en général et doivent être invités à ces réunions". Or, la composition de nombre de ces comités, conseils et commissions est fixée par la loi. C'est notamment le cas pour :

a - le comité de gestion et les commissions de contrôle de l'Office national de Sécurité sociale (arrêté-loi du 28 décembre 1944 - article 9).

b - le comité de gestion de l'Office de Sécurité sociale des marins de la marine marchande (arrêté-loi du 7 février 1945 - article 9).

c - le conseil d'administration de la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales, les commissions arbitrales des caisses de compensation agréées, la commission des allocations familiales, la commission consultative du contrôle et du contentieux (lois coordonnées - articles 104, 115, 124, 126).

d - le conseil consultatif de l'Office national de coordination des allocations familiales (arrêté-loi du 10 janvier 1947, article 5).

e - la commission permanente des sociétés mutualistes (loi du 23 juin 1894, article 32).

f - le conseil d'administration et le comité technique et financier du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs (arrêté-loi du 25 février 1947, articles 1er, 18).

g - le conseil d'administration de la Caisse nationale des vacances annuelles et la commission consultative des vacances des jeunes travailleurs (arrêté-loi du 18 février 1947, articles 5, 6)

h - le conseil d'administration de la Caisse nationale des pensions pour employés (loi du 18 juin 1930, article 18).

i - le conseil général et le conseil d'administration de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite (Loi du 16 mars 1865, articles 6 et 7 ;
(Loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, article 15;
(Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946, article 18)

La Cour de cassation ayant attribué le caractère d'établissement public (Cass. 19 février 1942; Pas. 42, I, 48) aux caisses agréées de compensation pour allocations familiales, les commissaires pourraient dès lors prétendre assister et se faire convoquer aux séances de leurs organes dirigeants. Le même raisonnement pourrait être appliqué à tout organisme agréé pour réaliser les opérations prévues par les textes organiques de la sécurité sociale (mutualités, organisations de travailleurs agréées pour le paiement des allocations de chomâge, etc.)

Un arrêté du Régent ne pourrait valablement imposer la convocation des commissaires et autoriser leur présence aux séances que pour les seuls établissements publics dont le fonctionnement et l'organisation sont entièrement réglés par arrêté royal.

L'arrêté royal du 4 février 1931, visé à l'article 5, alinéa 4, n'a pas été publié. En outre, il y a lieu de préciser à quelles "dispositions subséquentes" il est fait allusion. Le Conseil d'Etat n'est donc pas à même de donner un avis motivé sur cet alinéa.

L'intitulé du projet ne couvre que l'objet visé à l'article 1er. Si, comme le propose le Conseil d'Etat, les dispositions organiques sont disjointes, il conviendrait de donner à ces dispositions l'intitulé nécessaire.

A N N E X E.

LISTE DES ARRETES NOMMANT DES COMMISSAIRES ROYAUX.

1. Commissaire du Borinage.
   M. Yernaux par décision du Comité de l'Office de redressement économique en date du 16 mai 1935.
   Prorogation : Arrêté royal du 18 janvier 1940 (Moniteur du 8 février, page 535)

2. Arrêté royal du 10 octobre 1936 (Moniteur du 11 octobre) nominations de commissaires royaux
   M. Camu à la réforme administrative
   Prorogations : Arrêté royal du 20 mars 1937 (Moniteur des 29-30-31 mars, page 1928)
   Arrêté royal du 19 juin 1937 (Moniteur du 23 juin, page 3911)
   Arrêté royal du 30 septembre 1937 (Moniteur du 29 octobre)
   Attributions : Arrêté royal du 31 mai 1938 (Moniteur du 4 juin, page 3704)

3. M. Coart-Frésart à la simplification fiscale
   Prorogation : Arrêté royal du 28 janvier 1937 (Moniteur du 31 janvier, page 558)

4. Arrêté royal du 1er décembre 1936 (Moniteur du 9 décembre) portant nomination d'un commissaire du gouvernement pour la région de Spa et des Fagnes (Comte A. van der Burcht)
   Prorogations : Arrêtés royaux des 30 octobre 1937 (Moniteur du 7 novembre), 13 juillet 1938 (Moniteur du 4 août), 20 janvier 1939 (Moniteur du 15 février).
   Arrêté royal du 13 mars 1939 (Moniteur du 17 mars) démission du Comte van der Burcht et nomination de M. Lejeune de Schiervel
   Arrêté royal du 4 août 1939 (Moniteur du 2 septembre) nomination a.i.
   Prorogation arrêté royal du 31 décembre 1939 (Moniteur du 31 janvier 1940)
   Nouvelle nomination arrêté du Régent du 10 février 1945 (Moniteur du 11 mars)
   Fin de mandat arrêté du Régent du 24 août 1945 (Moniteur des 24-25 septembre)

5. Arrêté royal du 28 octobre 1936 (Moniteur du 30 octobre) portant nomination d'un Commissaire royal aux classes moyennes, artisanales et commerçantes (M. Collin)

6. Arrêté royal du 17 novembre 1936 (Moniteur du 20 novembre) portant nomination d'un Commissaire royal pour l'étude du problème du chômage (M. Fuss)
   Prorogations : Arrêtés royaux des 20 mars 1937 (Moniteur du 4 avril), 19 juin 1937 (Moniteur du 23 juin), 30 septembre 1937 (Moniteur du 29 octobre), 16 janvier 1938 (Moniteur du 28 janvier).

7. Arrêté royal du 1er décembre 1936 (Moniteur du 6 décembre) portant nomination d'un commissaire royal au problème des grandes agglomérations (baron Holvoet)
Prorogation du 23 avril 1937 (Moniteur du 28 avril, page 2858)

8. Arrêté royal du 22 mai 1937 (Moniteur du 26 mai) commissaire royal aux assurances M. Van Dievoet.
Prorogations : Arrêtés royaux des 22 novembre 1937 (Moniteur du 28 novembre), 25 février 1938 (Moniteur du 10 mars), 30 mai 1938 (Moniteur du 3 juin), 27 août 1938 (Moniteur du 15 septembre)

9. Arrêté royal du 22 mai 1937 (Moniteur du 26 mai) portant nomination d'un commissaire royal au contrôle de la fabrication et du commerce des matériels, munitions et engins de guerre
Prorogations : Arrêtés royaux des 22 novembre 1937 (Moniteur du 28 novembre), 10 mars 1938 (Moniteur du 25 mars), 31 mai 1938 (Moniteur du 23 juin)

10. Arrêté royal du 31 mars 1938 (Moniteur du 2 avril) portant nomination du commissaire royal aux pensions (M. François)
Prorogations : Arrêtés royaux des 31 mars 1939 (Moniteur du 7 juin), 30 septembre 1939 (Moniteur du 1er novembre)
Commissaire adjoint M. Basyn Arrêté ministériel du 31 mars 1938 (Moniteur du 2 avril).

Sedert het ontstaan van het Rijk heeft het Staatshoofd herhaaldelijk onderzoeks- of studiecomité's opgericht . Nooit is zijn macht in dezen betwist geworden. De Raad van State heeft omtrent de oprichting van zodanige comité's adviezen zonder voorbehoud uitgebracht. (Zie advies van 5 November 1948, L. 25, over de instelling van een Hogere Raad van de Nijverheidseigendom)

Op den duur bleek, dat veel van die comité's het nooit tot conclusies brachten. Daardoor is men op de gedachte gekomen, een enkele commissaris te belasten met de verantwoordelijkheid van het onderzoek en de studie der problemen, waarover de Koning wenste voorgelicht te worden. (Parlementaire Handelingen, Senaat, buitengewone zittingstijd, 1936, blz 43) Zie in bijlage de opsomming van de besluiten waarbij koninklijke commissarissen werden benoemd.

Op die benoemingen is geen critiek van juridische aard geoefend.

Sedertdien evenwel is de bewegingsvrijheid van de uitvoerende macht binnen strengere grenzen beperkt. Zo zijn in het statuut van het Rijkspersoneel en in het statuut van het tijdelijk Rijkspersoneel nauwkeurig bepaalde regelen gesteld, waarvan individuele besluiten niet kunnen afwijken. Die algemene reglementen zijn "rechtsregelen, die enkel door algemene bepalingen kunnen gewijzigd worden en waarvan slechts kan worden afgeweken overeenkomstig algemene bepalingen, die zulke afwijkingen toelaten". (Arrest van de Raad van State van 26 Augustus 1949 in zake François tegen het Ministerie van Verkeerswezen).

Wanneer men met Wigny (Droit administratif belge blz 70) aanneemt, dat het adviserend karakter der functies het begrip Rijksambtenaar niet uitsluit, kan men staande

./...

houden dat de koninklijke commissaris die door de Koning benoemd is, door de Schatkist bezoldigd wordt en deelneemt aan de openbare dienst van de maatschappelijke zekerheid, een tijdelijk ambtenaar is. In dit geval zou zijn benoeming slechts regelmatig zijn, mits vooraf een uitbreiding van de tijdelijke kaders van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg plaats heeft (Besluit van de Regent van 24 October 1946, artikel 2) en de Minister van Financiën medeondertekent (Wet van 20 Juli 1921, artikel 6).

Neemt men in tegendeel aan dat de commissaris, die de regering zich voorneemt te benoemen, geen ambtenaar is, dan zouden bovenstaande opmerkingen ongegrond zijn.

Aangezien de Raad van State dringend zijn advies moest geven, heeft hij dit publiekrechterlijk vraagstuk niet grondig kunnen onderzoeken.

In het eerste lid van de inleiding wijst men op de uitbreiding van de wetgeving betreffende de maatschappelijke zekerheid en namelijk van de " wetgevende en reglementaire beschikkingen inzake de verzekering tegen arbeidsongevallen enberoepsziekten".

Tenzij de gehele sociale wetgeving in de maatschappelijke zekerheid wordt opgenomen, wat de regering zeker niet bedoelt, moet men aannemen dat het begrip maatschappelijke zekerheid uitsluitend de instellingen dekt welke bedoeld zijn in de besluitwet van 28 December 1944.

Indien het in de bedoeling van de regering ligt dat het onderzoek, waarmede de commissaris en zijn adjunct zijn belast, niet enkel op de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betrekking heeft, maar ook op het herstel van de schade voortspruitende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten, dan zou enkel artikel 2 in overeenstemming moeten gebracht worden met de inleiding.

./...

In het tweede lid van de inleiding wordt vastgesteld dat het noodzakelijk is maatregelen te treffen om het "bestaande" stelsel van maatschappelijke zekerheid te verstevigen. Het woord "bestaande" is overbodig, aangezien men niet kan verstevigen wat niet bestaat.

In het derde lid wordt gesproken van " de structuurhervormingen" met het oog op de vestiging van een definiti stelsel van maatschappelijke zekerheid. De sociologen stellen de "hervormingen betreffende de structuur " tegenover de "hervormingen betreffende de verdeling." Deze laatste hebben eenvoudig als gevolg een gedeelte van het nationaal inkomen van de ene sociale klasse naar de andere over te dragen. De maatschappelijke zekerheid is uiteraard een hervorming betreffende de verdeling . De structuurhervorming impliceert de verwezenlijking van een nieuw rechtsbeginsel als grondslag van de economische en sociale organisatie.

Daar de regering zich trots heeft verklaard " de handhaving en de ontwikkeling op het oog te hebben van een geheel van sociale wetten en een stelsel van maatschappelijke zekerheid waardoor België op het voorplan der democratische landen komt te staan " (Beknopt verslag, Kamer, buitengewoon zittingsjaar 1949, blz 10), schijnt de uitdrukking "structuurhervorming" niet gepast te zijn.

Het besluit van de Regent van 15 December 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité bepaalt in de artikelen 13, 5° en 14 dat het Begrotingscomité onder meer beslist over de voorstellen betreffende het toekennen van toelagen of vergoedingen buiten de organieke regels, wanneer de goedkeuring van die voorstellen een wijziging in de begroting ten gevolge heeft.

In het tegenovergestelde geval volstaat de machtiging van de Minister van het Algemeen Bestuur en de Pensioenen (Thans de Eerste Minister), maar deze machtiging moet

./...

worden vermeld, met wijziging naar de datum er van (artikel 17). Het besluit van de Regent van 15 December 1948 heeft geen enkele uitzondering op die regelen bepaald wanneer over de toekenning van de vergoeding in de Ministerraad is beraadslaagd.

De inleiding zou dus met de juiste vermeldingen dienen aangevuld te worden.

In artikel 1 van het ontwerp worden benoemingen gedaan; de Raad van State moet daarvan geen kennis nemen. Het artikel is trouwens slechts een ontwerp van formulier waarin geen beslissingen worden genomen.

Alleen de volgende artikelen kunnen geacht worden een organiek karakter te bezitten, zodat het uit een oogpunt van wetgevingstechniek beter zou zijn afzonderlijke besluiten te nemen (Advies L. 468 van 6 Juli 1949 over een ontwerp van besluit tot aanstelling van de voorzitter en de leden van het Comité voor advies, opgericht bij het ministerieel besluit van 18 Januari 1949 betreffende de laattijdige aangiften van de effecten aan toonder).

Artikel 2, 1) draagt de commissarissen op " de huidige stand van het stelsel van de maatschappelijke zekerheid, zowel uit financieel oogpunt als wat de inrichting en de werking van het stelsel betreft, vast te stellen ".

Die bewoordingen zijn niet voldoende nauwkeurig, daar de werking van de maatschappelijke zekerheid geregeld wordt door wetten, besluitwetten en uitvoeringsbesluiten. Over dit onderwerp is gehandeld door de Heren Horion, Van Goethem, Desolre en Troclet, om slechts de auteurs te noemen die wetenschappelijke waarde hebben .

Ongetwijfeld ligt het niet in de bedoeling van de Regering de commissarissen te belasten met een zo grondige studie van het gehele stelsel; zoniet zouden de spoedeisende

./...

financiële maatregelen, waarmede zij slechts in de tweede plaats zijn belast, alleen na lange tijd kunnen genomen worden.

Artikel 2 zou er dus bij winnen nauwkeuriger geformuleerd te worden.

Artikel 2, 6) draagt de commissarissen op " de vraagstukken waarmede zij door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg binnen het raam van hun bovenvastgestelde opdracht kunnen belast worden, te onderzoeken ". Dit lid is klaarblijkelijk overbodig. Als de Regent het " raam van hun opdracht " heeft vastgesteld, heeft het geen nut te bepalen dat de Minister de commissarissen kan verzoeken de problemen die binnen dit raam vallen, te onderzoeken.

Bij artikel 3 zijn opmerkingen te maken aangaande de benoeming, die aan de leden van het paritair Comité voor Advies en aan sommige leden van het Technisch Comité gegeven wordt. Al de leden van dit Comité worden door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen. Ten onrechte dus heeft men sommige onder hen "vertegenwoordigers" van de meest representatieve beroepsorganisaties der werknemers en werkgevers, en van openbare instellingen die een bepaalde sector van het stelsel van maatschappelijke zekerheid beheren.

Waar die organisaties en instellingen op geen enkele wijze deel hebben in de aanwijzing van de leden van de comité's, kan men die leden niet beschouwen als bevoegd om die organisatie's te "vertegenwoordigen". Dit artikel zou er dus bij winnen nauwkeuriger geformuleerd te worden.

Krachtens artikel 4, lid 4 van het ontwerp, hebben de commissaris en de adjunct-commissaris " het recht de vergaderingen van alle comité's, raden of commissies der officiële organismen welke aan de werking van het stelsel

./...

van maatschappelijke zekerheid of van één der sectoren van dit stelsel deelnemen of zich met kwesties in verband met de maatschappelijke zekerheid in het algemeen bezig houden, bij te wonen en moeten tot deze vergaderingen uitgenodigd worden". De samenstelling van tal van die comité's, raden en commissies is echter door de wet bepaald. Dit is namelijk het geval voor :

a. de bestuursraad en de contrôlecommissies van de Rijksdienst voor Maatschappelijke zekerheid. (besluitwet van 28 December 1944 - artikel 9).

b. het bestuurscomité van de dienst voor Maatschappelijke Veiligheid der Zeelieden ter Koopvaardij. (besluitwet van 7 Februari 1945 - artikel 9).

c. de beheerraad van de Nationale Compensatiekas voor gezinsvergoedingen, de scheidsrechterlijke commissies van de toegelaten compensatiekassen, de commissie voor gezinsvergoedingen, de commissie van advies inzake contrôle en betwiste zaken (samengevatte wetten - artikelen 104, 115, 124, 126)

d. de Raad van Advies van de Rijksdienst voor Samenordening der Gezinsvergoedingen (besluitwet van 10 Januari 1947 , artikel 5).

e. de bestendige commissie der mutualiteitsverenigingen (wet van 23 Juni 1894, artikel 32).

f. de raad van beheer en het technisch en financieel comité van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers. (besluitwet van 25 Februari 1947, artikelen 1, 18)

g. de beheerraad van de Rijkskas voor jaarlijks verlof en de commissie van advies betreffende het verlof van de jonge arbeiders (besluitwet van 18 Februari 1947, artikelen 5, 6).

h. de beheerraad van de Nationale Kas voor bediendenpensioenen (Wet van 18 Juni 1930, artikel 18).

./...

i. de algemene raad en de beheerraad van de Algemene Spaar- en lijfrentekas.
(wet van 16 Maart 1865, artikelen 6 en 7;)
(wet van 18 Juni 1930 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden, artikel 15;
(wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, samengeordend bij het besluit van de Regent van 12 September 1946, artikel 18).

Daar het Hof van Verbreking het karakter van openbare instelling heeft verleend aan de toegelaten compensatiekassen voor gezinsvergoedingen (Verbreking , 19 Februari 1942, Pas. 42, I, 48), zouden de commissarissen er derhalve kunnen aanspraak op maken de zittingen van bestuursorganen van de kassen bij te wonen en zich er voor te doen oproepen. Dezelfde redenering kan worden toegepast op ieder organisme dat erkend is om de verrichtingen te doen, bepaald bij de organieke teksten inzake de maatschappelijke zekerheid (mutualiteiten, arbeidersorganisaties die erkend zijn voor het betalen van de werkloosheidsvergoedingen, enz.)

Een besluit van de Regent zou de bijeenroeping van de commissarissen slechts dan op geldige wijze kunnen opleggen en hen toestaan op de zittingen tegenwoordig te zijn wanner het openbare instellingen betreft waarvan werking en inrichting volledig zijn geregeld bij koninklijk besluit.

Het in artikel 5, lid 4 vermelde koninklijk besluit van 4 Februari 1931 is niet bekendgemaakt. Voorts dient nader bepaald te worden op welke "latere beschikkingen" gezinspeeld wordt. De Raad van State kan dus geen met redenen omkleed advies over dit lid geven.

./...

De titel van het ontwerp heeft enkel betrekking op het bedoelde bij artikel 1. Indien de organieke bepalingen worden gesplitst, zoals de Raad van State voorstelt, dan zou men de vereiste titel moeten geven aan die bepalingen.

B I J L A G E .

LIJST DER BESLUITEN TOT BENOEMING VAN DE KONINKLIJKE COMMISSARISSEN.

---

1. Commissaris voor de Borinage.
De H. Yernaux, bij beslissing van het Comité van de Dienst voor economisch herstel d.d. 16 Mei 1935.
Verlenging : Koninklijk besluit van 18 Januari 1940 (Staatsblad van 8 Februari , blz 535)

2. Koninklijk besluit van 10 October 1936 (Staatsblad van 11 October) : benoemingen van koninklijke commissarissen.
De H. Camu voor administratieve hervorming.
Verlengingen : Koninklijk besluit van 20 Maart 1937 (Staatsblad van 29,30,31 Maart, blz 1928) ;
Koninklijk besluit van 19 Juni 1937 (Staatsblad van 23 Juni, blz 3911);
Koninklijk besluit van 30 September 1937 (Staatsblad van 29 October)
Bevoegdheden : Koninklijk besluit van 31 Mei 1938 (Staatsblad van 4 Juni , blz 3704)

3. De H. Coart-Frésart voor de fiscale vereenvoudiging.
Verlenging : Koninklijk besluit van 28 Januari 1937 (Staatsblad van 31 Januari, blz 558)

4. Koninklijk besluit van 1 December 1936 (Staatsblad van 9 December) houdende benoeming van een regeringscommissaris voor de Spa- en Veenstreek (Graaf A. van der Burcht)
Verlengingen : Koninklijke besluiten van 30 October 1937 (Staatsblad van 7 November), 13 Juli 1938 (Staatsblad van 4 Augustus), 20 Januari 1939 (Staatsblad van 15 Februari).
Koninklijk besluit van 13 Maart 1939 (Staatsblad van 17 Maart) ontslag van Graaf van der Burcht en benoeming van de H. Lejeune de Schiervel.
Koninklijk besluit van 4 Augustus 1939 (Staatsblad van 2 September) benoeming a.i.
Verlenging koninklijk besluit van 31 December 1939 (Staatsblad van 31 Januari 1940).
Nieuwe benoeming besluit van de Regent van 10 Februari 1945 (Staatsblad van 11 Maart)
Einde van het mandaat besluit van de Regent van 24 Augustus 1945 (Staatsblad van 24 - 25 September).

5. Koninklijk besluit van 28 October 1936 (Staatsblad van 30 October) houdende benoeming van een koninklijk commissaris voor de ambachts- en handeldrijvende middenstand (M. Collin).

./...

6. Koninklijk besluit van 17 November 1936 (Staatsblad van 20 November) houdende benoeming van een koninklijk commissaris voor het bestuderen van het vraagstuk der werkloosheid (H. Fuss).
Verlengingen : Koninklijke besluiten van 20 Maart 1937 (Staatsblad van 4 April), 19 Juni 1937 (Staatsblad van 23 Juni), 30 September 1937 (Staatsblad van 29 October), 16 Januari 1938 (Staatsblad van 28 Januari).

7. Koninklijk besluit van 1 December 1936 (Staatsblad van 6 December), houdende benoeming van een koninklijk commissaris voor het probleem der grote agglomeraties (baron Holvoet).
Verlenging van 23 April 1937 (Staatsblad van 28 April, blz 2858).

8. Koninklijk besluit van 22 Mei 1937 (Staatsblad van 26 Mei) koninklijk commissaris voor het verzekeringswezen H. Van Dievoet.
Verlengingen : Koninklijke besluiten van 22 November 1937 (Staatsblad van 28 November), 25 Februari 1938 (Staatsblad van 10 Maart), 30 Mei 1938, (Staatsblad van 3 Juni), 27 Augustus 1938 (Staatsblad van 15 September).

9. Koninklijk besluit van 22 Mei 1937 (Staatsblad van 26 Mei) houdende benoeming van een koninklijk commissaris van de contrôle op de aanmaak van en de handel in oorlogsmaterieel, ammunitie en oorlogstuig.
Verlengingen : Koninklijke besluiten van 22 November 1937 (Staatsblad van 28 November), 10 Maart 1938 (Staatsblad van 25 Maart), 31 Mei 1938 (Staatsblad van 23 Juni).

10. Koninklijk besluit van 31 Maart 1938 (Staatsblad van 2 April) houdende benoeming van een koninklijk commissaris voor de pensioenen (H. François).
Verlengingen : Koninklijke besluiten van 31 Maart 1939 (Staatsblad van 7 Juni), 30 September 1939 (Staatsblad van 1 November) Adjunct-commissaris H. Basyn Ministerieel besluit van 31 Maart 1938 (Staatsblad van 2 April).

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: M. SOMERHAUSEN, conseiller d'Etat, président
De Heren: raadsheer van State,

J. COYETTE, conseillers d'Etat

G. HOLOYE, raadsheren van State

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. COYETTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. COYETTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,